

Qui veut casser l'histoire de France ?

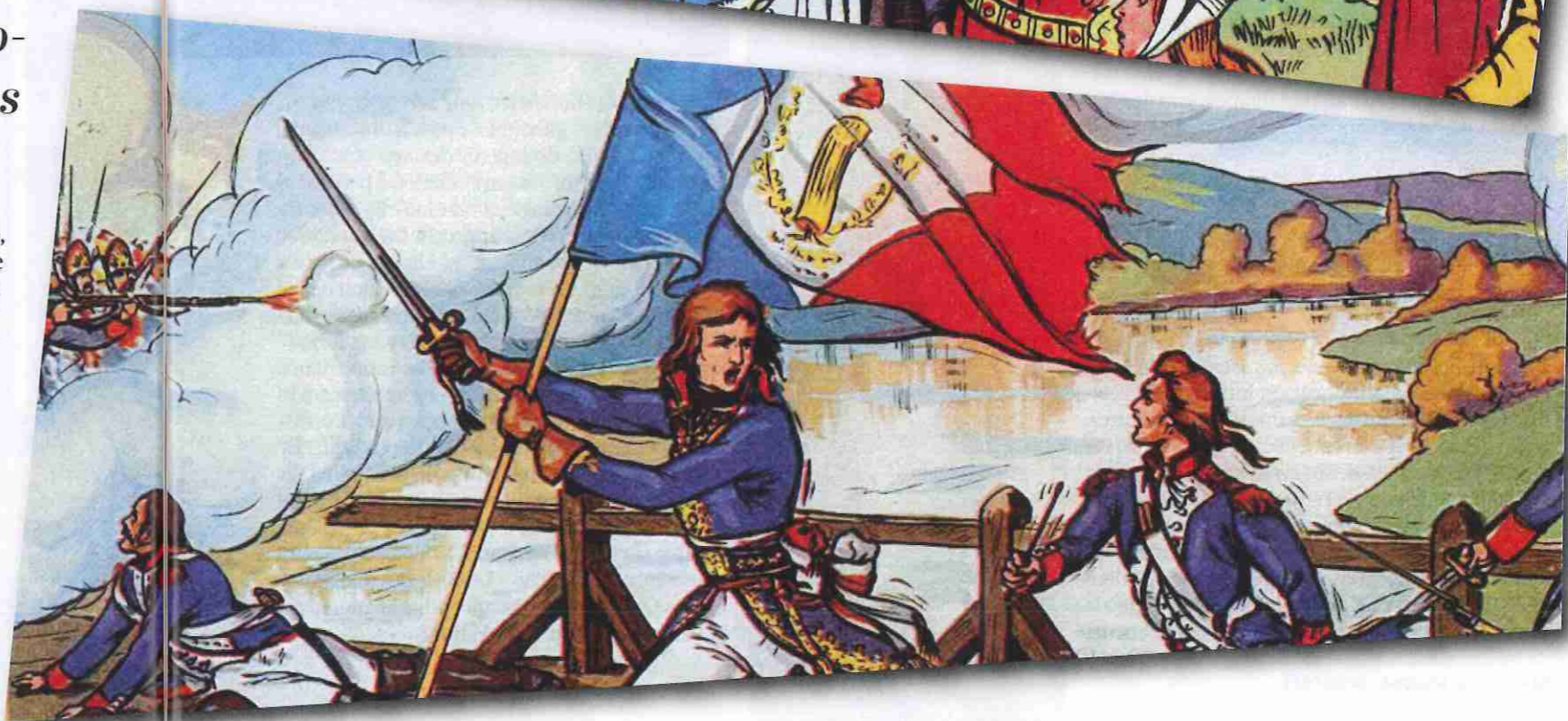
L'absence de l'histoire en terminale scientifique est la manifestation la plus éclatante de la dégradation de cette matière dans le cursus scolaire. Mais le problème de l'histoire à l'école ne tient pas seulement au nombre d'heures de cours. L'orientation des programmes est en cause, et le politiquement correct n'y est pas pour rien.

PAR JEAN SÉVILLIA

Lis ont tué l'histoire-géo », accuse-t-il. Laurent Wetzel a été professeur agrégé d'histoire, de géographie et d'éducation civique, puis inspecteur pédagogique. Mais ce normand est aussi un ancien élu local - il a été maire de Sartrouville et conseiller général des Yvelines - dont les combats ne furent pas académiques. L'essai qu'il publie aujourd'hui (*lire page 23*), argumenté et même technique, ne fait donc pas de cadeau à l'Education nationale. Depuis la dernière réforme en date, rappelle l'auteur, l'histoire et la géographie ne font plus partie des disciplines obligatoires pour les terminales scientifiques. En 2011, poursuit-il, l'agrégation d'histoire a offert à commenter un texte médiéval qui était un faux. Les programmes élaborés depuis 2008 par le ministère, ajoute Laurent Wetzel, comportent d'inexcusables erreurs et omissions... Autant de faits qui, cumulés, donnent la tendance : l'enseignement de l'histoire, en France, court au désastre.

Dans un autre livre à paraître d'ici peu, Vincent Badré, un jeune professeur d'histoire-géographie, dresse le même constat (*lire page 24*). Son ouvrage aborde le sujet à travers un panorama des programmes et des manuels scolaires montrant que la façon dont ceux-ci sont conçus et rédigés, majorant telle époque ou passant telle autre sous silence, magnifiant tel personnage ou occultant tel autre, influe en profondeur sur notre représentation du passé. Ainsi les générations des années 1970 et 1980 n'ont-elles pas la même conception de l'histoire de France que leurs aînées des années 1940 et 1950, parce qu'elles n'ont pas reçu le même enseignement, ni utilisé les mêmes manuels.

Les programmes ? Ceux qui sont en vigueur ont été élaborés par les services de la Rue de Grenelle entre 2006 et 2008. A l'école primaire, l'élève est ...



La suppression de l'histoire en terminale S en 2009 fut une décision absurde

... censé étudier les grandes périodes historiques et la géographie française. Au collège, il doit ensuite parcourir l'histoire de l'Occident, de l'Antiquité au XX^e siècle, avec chaque année une initiation aux mondes extérieurs : la Chine des Han ou l'Inde des Guptas en sixième, un empire africain (Mali, Ghana, Songhaï ou Monomotapa) en cinquième, la traite négrière en quatrième. Au lycée, le cursus prévoit la reprise du programme du collège, mais sous l'angle d'éclairages thématiques tels que « L'invention de la citoyenneté dans le monde antique » ou « Croissance économique et mondialisation ».

Pour les lycéens, un découpage de ce type suppose que les acquis de l'école primaire et du collège aient été réellement assimilés. A ce titre, le programme actuel a été d'emblée contesté, nombre d'enseignants lui reprochant son caractère théorique, pour ne pas dire utopique. Mais son architecture générale a été bousculée, qui plus est, par la décision prise en 2009, Luc Chatel étant ministre de l'Éducation nationale, de supprimer l'histoire en terminale S. Cette mesure absurde a eu pour conséquence de condenser sur l'année de première le programme qui occupait auparavant deux années. A raison de deux heures de cours par semaine, le lycéen qui prépare le bac de français est tenu, en histoire, de s'initier à la période qui court du milieu du XIX^e siècle aux années 1960. Soit l'industrialisation de la France (et de l'Europe), la montée des nationalismes, la colonisation, deux guerres mondiales, le totalitarisme... Un champ si large qu'il devient même difficile de ne faire que le survoler, comme en conviennent tous les profs. Sur les forums d'internet, ce programme de première déclenche d'ailleurs de furieux débats au sein de la corporation enseignante.

En dépit du discours officiel, la chronologie n'est toujours pas rentrée en grâce

Vincent Peillon, nouveau ministre de l'Éducation nationale, a annoncé son intention de rétablir l'histoire pour les terminales scientifiques. Cette décision, si elle est effectivement prise, réjouira, par-delà les clivages politiques, tous ceux qui sont conscients de l'enjeu d'une telle mesure. Mais les programmes posent néanmoins d'autres problèmes dont les racines remontent aux choix pédagogiques opérés dans les années 1970-1980. Or ces choix, dont les mandarins de l'inspection générale d'histoire-géographie,



Une classe d'école française en 1948. Les générations qui ont grandi dans les années 1970 et 1980 n'ont pas la même conception de l'histoire de France que leurs aînées des années 1940 et 1950, parce qu'elles n'ont pas reçu le même enseignement, ni utilisé les mêmes manuels. Ci-dessous, Vincent Peillon, nouveau ministre de l'Éducation nationale. Pourra-t-il secouer le mammouth ?

GETTY IMAGES



derrière Laurent Wirth, leur actuel doyen, se considèrent les gardiens, nul n'a l'intention, Rue de Grenelle, de revenir dessus.

Ainsi, en dépit du discours officiel qui prétend le contraire, la chronologie, condamnée il y a plus de trente ans au nom d'une approche thématique et transversale de l'histoire, n'est-elle toujours pas rentrée en grâce. N'importe quel assistant de faculté peut raconter d'édifiantes anecdotes à ce sujet, beaucoup d'étudiants de première année hésitant à situer les Mérovingiens par rapport aux Carolingiens ou peinant à aligner correctement la liste des régimes politiques français du XIX^e siècle, du Premier Empire à la III^e République. Et encore s'agit-il de jeunes attirés par l'histoire ! En première, le découpage thématique a ceci d'aberrant, par exemple, que le programme prévoit un module sur « La guerre au XX^e siècle » qui précède celui qui concerne « Le siècle des totalitarismes ». Or comment comprendre la guerre de 1939-1945 sans connaître Hitler ?

FRANÇOIS BOURCHON/LE FIGARO

A ces critiques, Laurent Wirth, qui a présidé à l'élaboration des nouveaux programmes, rétorque que les élèves ont reçu un enseignement chronologique suffisant de la sixième à la troisième. Mais outre que le séquençage de l'histoire, tel qu'il est pratiqué au collège, est contestable par les impasses qu'il opère, qui peut croire que des sujets entrevus à 12 ou 13 ans constituent des connaissances suffisantes pour le bac ? Ajoutons que, au collège comme au lycée, sous prétexte d'initier les élèves à la critique des sources, b.a.-ba méthodologique de l'historien, on les fait travailler sur de sacro-saints « documents » qu'ils n'ont en réalité ni la culture ni la maturité nécessaires pour analyser, et qu'ils n'en tirent que l'interprétation donnée par le professeur ou le manuel. Si l'objectif est d'éveiller la curiosité individuelle, c'est raté.

L'histoire, donc, est mal enseignée à l'école, même s'il existe toutes sortes d'exceptions et que des centaines d'excellents professeurs ne se découragent jamais. C'est d'autant plus paradoxal que la France peut se targuer de posséder (encore) une des meilleures écoles historiques du monde, et que les Français ne cessent de manifester leur goût pour l'histoire. Selon un sondage paru en 2009 dans *Historia*, nos compatriotes sont



COLLECTION JONAS/KARABINE-TAPABOR

même 82 % à s'y intéresser, ce pourcentage se décomposant en 26 % de passionnés, 24 % de curieux et 32 % d'amateurs ; seules 18 % des personnes interrogées s'avouaient réfractaires à la connaissance du passé. Il suffit de regarder autour de nous : monuments et spectacles historiques ne désemplassent pas, les films historiques rencontrent leur public, les livres d'histoire résistent mieux que d'autres à la crise, et les journaux se dotent tous de suppléments dédiés à l'histoire – *Le Figaro Histoire*, lancé avec succès au printemps dernier, en témoigne. ...

Si les méthodes sont en cause, le contenu de l'enseignement aussi pose problème

Si les méthodes sont en cause, le contenu de l'enseignement aussi pose problème. Il y a un an, Dimitri Casali, un ancien professeur d'histoire, aujourd'hui éditeur, publiait un *Altermanuel d'histoire de France* (Perrin). Ce livre, qui valut à son auteur des affrontements homériques avec les tenants de la pédagogie officielle, mettait en valeur, sur un mode didactique, les périodes ou les grands personnages qui, dans les programmes du collège (de la sixième à la troisième), de Clovis à Saint Louis et de Louis XIV à Napoléon, ont disparu ou dont le rôle a été minimisé. Dimitri Casali, en cette rentrée 2012, revient en scène avec un essai polémique où il accuse l'Éducation nationale de « sacrifier notre patrimoine historique au nom de la repentance et du politiquement correct ». Exemples à l'appui, cet anticonformiste incrimine l'école de vouloir faire des élèves, sous couvert d'ouverture au multiculturalisme, des « citoyens du monde » plutôt que « des citoyens aimant leur pays » (lire page 25).

Le projet de Maison de l'histoire de France enterré pour des raisons budgétaires... et idéologiques

L'esprit avec lequel une société aborde son passé en dit beaucoup sur elle. Les multiples controverses touchant à l'histoire auxquelles nous avons assisté récemment l'illustrent à merveille. Voir la Maison de l'histoire de France. Lancé par Nicolas Sarkozy, ce projet avait suscité une vive opposition au prétexte que Paris compte plusieurs musées de l'histoire de France et que trouver un espace libre au cœur de la capitale pour installer cette nouvelle institution n'allait pas de soi. Mais s'y ajoutait une dimension idéologique, dans la mesure où certains adversaires du projet lui reprochaient de servir « une histoire identitaire ». Conçu autour de l'idée de nation, ce nouveau musée, affirmaient ses détracteurs, instrumentaliserait à des fins politiques la notion d'« identité nationale » que le chef de l'État tentait alors de remettre au goût du jour en lançant, en 2009, le débat que l'on sait.

Au mois de juillet dernier, devant la commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale, Aurélie Filippetti, ministre de la Culture du gouvernement Ayrault, annonçait, en attendant l'arbitrage présidentiel, un moratoire sur la Maison de l'histoire de France. Les impératifs budgétaires risquent fort d'enterrer le projet. Mais la ministre de la Culture, quelques semaines plus tôt, avait laissé entendre que ledit projet évoquait le ministère de l'Identité nationale des...



HELENE BANGBERGER/LE FIGARO MAGAZINE

Le Figaro Magazine - Quel est, selon vous, le symptôme le plus marquant de la dégradation de l'enseignement de l'histoire ?
Laurent Wetzel - C'est la disparition, à partir de cette rentrée scolaire, de l'histoire et de la géographie comme disciplines obligatoires en terminale scientifique. Avec des conséquences désastreuses sur les programmes : désormais, les élèves de la série scientifique n'auront plus étudié au lycée ni la France de-

Laurent Wetzel

“Les programmes d'histoire doivent être recentrés”

Professeur et inspecteur d'académie à la retraite, l'ancien maire de Sartrouville dénonce la politique de l'enseignement de l'histoire à l'école dans un essai virulent qui vient de paraître.

puis 1962, ni l'affirmation de l'islamisme depuis la fin des années 1970. Ils auront seulement survolé en troisième les cinquante dernières années de l'histoire de notre pays.
Qui est responsable de ce recul ?
 La quasi-suppression de l'histoire-géo en terminale S avait été conseillée à Luc Chatel par feu Richard Descoings, et Nicolas Sarkozy y tenait dur comme fer. Les nouveaux programmes de lycée ont été signés, pour Luc Chatel, par le directeur général de l'enseignement scolaire, Jean-Michel Blanquer, qui postule aujourd'hui à la direction de Sciences-Po. C'est un groupe d'« experts » présidé par Laurent Wirth, doyen des inspecteurs généraux d'histoire-géo-

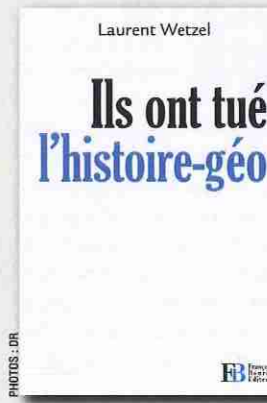
graphie, qui les a élaborés. Laurent Wirth a osé prétendre que « le nouveau programme d'histoire de première L-ES-S va jusqu'à nos jours afin que les élèves aient la compréhension du monde actuel » (*L'Histoire*, avril 2012), alors qu'il ne retient de la V^e République que ses quatre premières années et exclut l'islamisme.
Quelle première mesure pourrait être prise afin d'inverser la tendance ?
 M. Peillon s'est engagé à rendre de nouveau obligatoire l'histoire-géo en terminale S. Mais ce n'est pas suffisant. Les programmes d'histoire actuels sont trop ambitieux et très émiettés, au collège comme au lycée. Le programme de cinquième, qui va de Mahomet à Louis XIV en passant par Luther et le Mono-

motapa cher à La Fontaine – mais en oubliant l'humanisme à côté de la Renaissance – ne peut être traité à raison d'une heure par semaine. Le programme de seconde, qui va de l'installation des Celtes en Europe aux révolutions de 1848, ne peut être traité à raison d'une heure et demie par semaine. Le programme de terminale L-ES, qui va de la vieille ville de Jérusalem à la gouvernance économique mondiale depuis 1944, en passant par le syndicalisme en Allemagne depuis 1875 et les rapports religion-société aux États-Unis depuis les années 1890, ne peut être traité à raison de deux heures par semaine. Les programmes doivent être allégés et recentrés, pour partie

sur l'histoire de la France. Il faut apprendre moins pour apprendre mieux.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN SÉVILLIA

Ils ont tué l'histoire-géo, de Laurent Wetzel, François Bourin Editeur, 256 p., 16 €.



DOSSIER
L'empire du Monomotapa

Pendant près de deux siècles, les souverains du Monomotapa dominent un vaste territoire situé au Sud-Est de l'Afrique. Monomotapa signifie « seigneur des mines » ; la prospérité de l'empire repose sur les mines d'or et le commerce avec les marchands musulmans.

Comment caractériser la civilisation du Monomotapa ?

1. L'empire du Monomotapa
 Extension maximale de l'empire au XV^e siècle
 Capitale : MANICA
 États sous l'influence de l'empire à la fin du XV^e siècle

2. Les échanges
 Mines d'or
 Corail, arabe, puis portugais
 Or, ivoire, esclaves
 Tissus, armes, bijoux, etc.

3. Le souverain et sa cour
 « Du souverain du Grand Zimbabwe, la plupart de ses sujets ne connaissent que la voix, car personne, en dehors de ses intimes et de ses courtisans ne peut le voir. À la cour, les fonctions sont très hiérarchisées. Au niveau le plus haut, les femmes participent au pouvoir ; la reine mère et les neuf femmes du roi ont chacune une cour et jouent un rôle important à la mort du roi, lors de l'interregne. Trois mille femmes sont mobilisées en permanence à leur service ! Autre caractéristique de cette cour : le feu y est un symbole très important. Éteint à sa mort, il est manencé au palais, symbolise la vie du souverain. Éteint à sa mort, il est rallumé lors de l'interregne du successeur et porté aux différents chefs, qui l'acceptent en signe de soumission et d'allégeance. »

4. Le commerce avec le monde musulman
 « Les hommes du Monomotapa arrivent à Sofala avec une telle quantité de marchandises qu'ils en remplissent des charriots de 100 pour 100. De nombreux marchands arabes et indiens arrivent à Sofala pour acheter les produits appréciés par les indigènes : vêtements, bijoux, etc. »

5. Le commerce avec le monde musulman
 « Les hommes du Monomotapa arrivent à Sofala avec une telle quantité de marchandises qu'ils en remplissent des charriots de 100 pour 100. De nombreux marchands arabes et indiens arrivent à Sofala pour acheter les produits appréciés par les indigènes : vêtements, bijoux, etc. »

6. L'or du Monomotapa
 Rhinocéros en or, Mapungubwe Museum, Pretoria.

ACTIVITÉS

1) Doc. 1, 3 et 4 Indiquez les ressources de l'empire du Monomotapa et le rôle du monde musulman. Pourquoi le port de Sofala est-il important ?

2) Doc. 3 et 4 Comment le monde musulman profite-t-il de l'empire du Monomotapa ? Montrez que la cité de Sofala est la puissance du souverain.

3) Doc. 1, 4, 5 et 6 Classez les pratiques par ordre de prestige.

4) Doc. 2 et 6 Que nous apprennent ces documents sur les croyances et l'art dans l'empire du Monomotapa ?

5) RÉCIT À l'aide de la fiche Zoom ci-dessus, décrivez quelques aspects de la civilisation de l'empire du Monomotapa.

VOCABULAIRE
 Han : nom de la dynastie qui règne en Chine de 206 avant J.-C. à 220 après J.-C.
 Mandarins : fonctionnaires de l'empire de Chine.

Des programmes trop vastes et volontiers exotiques.
 Les manuels scolaires consacrent aujourd'hui plusieurs pages à l'Afrique subsaharienne du VIII^e au XVI^e siècle (à gauche, « L'empire du Monomotapa », classe de cinquième, Belin, 2010) ou aux civilisations asiatiques anciennes (ci-dessous, « La Chine des Han », classe de sixième, Nathan, 2009).

La Chine des Han à son apogée

« brillante civilisation l'empereur Wu met-il en place ? »

206 avant J.-C. à 220 après J.-C. gouvernée par la dynastie Han. Sa puissance sous le règne de l'empereur Wu (141 à 87 avant J.-C.). Par ses conquêtes, il double la superficie de l'empire.

Les envahisseurs, Wu et les nomades du Nord, ont été repoussés à l'ouest. Pour échanger avec les nomades, la Route de la Soie a été créée.

« L'empire des Han a été une société bureaucratique, plus les marchands. Ils doivent être contrôlés par le philosophe confucéen ».

Techniques

La civilisation chinoise a été une civilisation technique et artistique. Les artisans ont inventé le papier, le compas et le marteau. Les artistes ont inventé la sculpture et la peinture.

Vocabulaire

Han : nom de la dynastie qui règne en Chine de 206 avant J.-C. à 220 après J.-C.
 Mandarins : fonctionnaires de l'empire de Chine.



1 La Grande Muraille des Han
 Vestiges de la Grande Muraille construite par les Han.

2 Les inventions chinoises sous les Han

Technique	Inventée en Chine	Introduite en Occident
La manivelle	II ^e siècle av. J.-C.	IX ^e siècle
La broquette	I ^{er} siècle av. J.-C.	XIII ^e siècle
La roue hydraulique pour irriguer les champs	I ^{er} siècle ap. J.-C.	XII ^e siècle
Le gouvernail d'épave à la place de la rame	II ^e siècle ap. J.-C.	XII ^e siècle
Le papier	II ^e siècle ap. J.-C.	XIII ^e siècle

3 Quelles techniques sont inventées sous les Han ?
4 Quand ces mêmes techniques apparaissent-elles en Occident ?

3 La pensée de Confucius

Confucius dit : « L'homme de bien a souci de neuf choses : il s'applique à bien voir ce qu'il regarde, à entendre ce qu'il écoute. Il a souci de respirer la bienveillance dans son expression, la déférence dans ses manières, l'honnêteté dans ses paroles, le sérieux dans son travail. Dans le doute, il demande conseil ; dans un accès de colère, il pense aux conséquences ; dans la perspective d'un profit, il garde le souci du juste. »

5 D'après Confucius, quelles qualités l'homme doit-il posséder ?



4 Le Jade, une pierre magique
 Pour les Chinois, le jade empêche le corps de se décomposer après la mort. Linceul de la femme du frère de l'empereur Wu, composé de deux mille lamelles de jade, assemblées au moyen de fils d'or, II^e siècle avant J.-C., musée provincial du Hebei, Chine.



5 Les concours des fonctionnaires
 Le fonctionnaire doit connaître la calligraphie chinoise. BNF, Paris.

6 « L'empereur », en calligraphie chinoise
 La calligraphie chinoise, mise au point au II^e siècle avant J.-C., est un ensemble de signes. Chaque signe, ou idéogramme, représente une idée.

Le roman national français conserve sa validité historique

... débuts du quinquennat de Nicolas Sarkozy, ce qui le condamnait ipso facto. François Hollande, on le sait, se demande comment relancer la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. La fréquentation de ce musée, créé sous la présidence de Jacques Chirac dans un bâtiment qui abrita jadis le musée des Colonies, reste désespérément en deçà des espérances de ses concepteurs. Sacrifier la Maison de l'histoire de France et relancer la Cité de l'histoire de l'immigration, c'est ce qu'on appelle un choix...

L'enseignement de l'histoire subit les effets d'un changement de valeurs, multiculturalisme oblige

Les opposants à la Maison de l'histoire de France affirmaient que ce projet relevait d'une « *histoire officielle* ». Qu'il n'appartienne pas à l'Etat de décréter quelle est la vérité historique, c'est l'évidence. Les diatribes contre « *l'histoire officielle* » ont ceci d'hypocrite, cependant, qu'elles ignorent – ou feignent d'ignorer – qu'il a toujours existé une histoire officielle, en France, des origines du pays à nos jours. Soit de manière active, quand l'Etat diffusait consciemment une certaine vision du passé dans le but de légitimer son pouvoir, ce qui s'est vu sous la monarchie comme sous la République. Soit de manière passive, quand l'Etat laissait s'installer dans ses rouages des réseaux décidés à utiliser leur position institutionnelle pour imposer une certaine interprétation du passé, version devenue officielle à force d'être dominante. Or, c'est dans ce dernier cas de figure que nous nous trouvons.



Mal enseignée à l'école, l'histoire n'en demeure pas moins une passion française, comme en témoigne le succès remporté par l'essai de Lorant Deutsch, « *Métronome* » (Michel Lafon), consacré à Paris, de ses origines gauloises à nos jours. Le mois dernier, Alexis Corbière, un élu du Front de gauche, a demandé que la Mairie de Paris empêche son auteur de promouvoir dans les écoles son livre qui incarne, selon lui, « la peopolisation d'une pensée réactionnaire » au motif, notamment, que le comédien relate les excès – historiquement avérés – de la Révolution. Le Conseil de Paris, pourtant majoritairement de gauche, a renvoyé Corbière à ses chères études.

L'histoire scolaire, depuis Jules Ferry jusqu'aux années 1960, était dominée par le roman national républicain. Celui-ci racontait une histoire qui était l'histoire de la France et de ses héros, de Vercingétorix à Clemenceau. Sur le plan scientifique, ce récit, aujourd'hui, est pour partie caduc : c'est ainsi que les progrès de la recherche, et notamment de l'archéologie, ont radicalement modifié, au cours des vingt der-

Vincent Badré remet l'histoire à l'endroit

Voici un objet à mettre entre toutes les mains. Dans un livre qui relève de l'essai et du guide pratique pour parents en détresse, Vincent Badré décortique la manière dont on désenseigne l'histoire au collège et au lycée. De l'Antiquité au monde contemporain, de Philippe Le Bel à Jean-Paul II, ce jeune professeur d'histoire-géographie relève

minutieusement les idées reçues qui sont développées dans les manuels scolaires (« L'islam progresse au Moyen Age en Europe grâce à sa tolérance » ; « Louis XIV avait tous les pouvoirs » ; « La Résistance venait surtout de la gauche et du centre » ; « Pendant la guerre d'Algérie, la violence était surtout du côté français ») et la manière dont elles sont présentées (textes, cartes, illustrations...) avant d'en exposer à la fois les ressorts historiquement justes mais surtout les approxi-

mations, les anachronismes... ou l'insondable bêtise. Sa critique est constructive : Badré prend le soin de conclure tous ses constats par de salutaires « compléments d'information » (« Ce qu'on dit moins souvent » ; « Ce qu'il faut aussi savoir »). Tous les sujets, y compris les plus brûlants, sont évoqués en s'appuyant sur les études, les recherches et les parutions les plus sérieuses et les plus récentes. Un ouvrage de bon sens, pédagogique, qui remet l'histoire à l'endroit.

JEAN-CHRISTOPHE BUISSON



L'histoire fabriquée ? Ce qu'on ne vous a pas dit à l'école..., de Vincent Badré, Editions du Rocher, 250 p., 18 €. En librairie le 6 septembre.

Dimitri Casali, l'empêcheur d'enseigner en rond



Pour Dimitri Casali, tous les moyens sont bons pour réapprendre aux Français à aimer leur histoire, l'assumer, en être fiers. Après l'enseignement – en zone d'éducation prioritaire –, il a choisi une arme pédagogique singulière : la musique. Guitare en main, il propose dans toute l'Europe des spectacles rock à la gloire des grands hommes qui ont fait l'histoire de France (Napoléon, surtout...). Mais Casali ne néglige pas, dans son combat, la force de l'écrit. Il y a un an, avec

son percutant *Altermanuel d'histoire de France* (Perrin), il proposait une alternative originale et efficace à l'enseignement officiel de l'histoire qui gomme désormais des programmes les noms de Clovis, Bayard, Henri IV, Napoléon III, Gambetta ou Clemenceau, leur préférant les biographies de rois africains du XVI^e siècle ou d'empereurs aztèques aux noms imprononçables. En cette rentrée 2012, il passe à nouveau à la contre-attaque en pointant avec force cette désastreuse manie qu'ont les Français (ou plutôt leurs gouvernants) de s'excuser et se repentir de ce qu'ont fait leurs ancêtres ou leurs

aînés. Pourquoi ce rejet du récit national chez les ronds-de-cuir de la rue de Grenelle qui fabriquent les programmes ? Pourquoi cet acharnement à dénigrer nos symboles identitaires (drapeau, hymne national) quand tous nos voisins ne cessent d'affirmer sans honte leur fierté d'être anglais, allemands, italiens ou espagnols ? Pourquoi cette propension à n'évoquer l'armée française que pour dénoncer les exactions, massacres ou tortures dont elle a parfois pu se rendre coupable ? En près de 200 pages musclées et convaincantes, Casali joue sa partition solo, soucieux de réveiller les consciences



endormies. Comme dans un morceau de rock, il y a parfois plus de bruit et de pose que de mélodie, mais on l'écoute et on le lit avec une réelle jubilation. J.-CH.B. *L'histoire de France interdite. Pourquoi ne sommes-nous pas fiers de notre histoire ?* de Dimitri Casali, Lattès, 180 p., 19 €. En librairie le 5 septembre.

nières années, ce que nous savons des Gaulois. Ce roman national, cependant, conserve largement, pour une autre partie, sa validité historique, dans la mesure où il met en lumière, au-delà des différences d'époque et des ruptures, les continuités qui caractérisent la France, communauté réunie autour d'un Etat, monarchique puis républicain, du Moyen Age à nos jours. Sur le plan politique, ce récit historique, naguère, poursuivait un but : unir les petits Français, quelles que soient leurs origines, dans une vision commune de leur pays.

Or, c'est précisément cette proposition que déclinent aujourd'hui les programmes scolaires. On peut y voir le fruit d'une évolution historiographique, les travaux contemporains ayant remis en cause, comme on vient de le dire, certains partis pris de l'histoire de France façon Lavis. On doit cependant y voir également, multiculturalisme oblige, l'effet d'un changement de valeurs. Là où l'école d'autrefois parlait nation, patriotisme et assimilation, celle d'aujourd'hui parle mondialisation, ouverture des frontières et droit à la différence. Non seulement le roman national a été abandonné, mais il est en passe d'être stigmatisé parce qu'il manifesterait – *horresco referens* – une « *passion identitaire* ».

Une immense majorité de Français, au-delà de la droite et de la gauche, aime l'histoire

Si l'histoire est une science, les historiens sont des citoyens qui ont leurs opinions comme les autres. Or chez beaucoup d'entre eux, celles-ci épousent l'air du temps. Les citoyens réfractaires, dès lors, sont suspects. On l'a vu, au début de l'été, quand les élus PCF-Parti de gauche du Conseil de Paris s'en sont pris à Lorant Deutsch, l'acteur ayant eu le front de défendre, dans son best-seller *Métronome*, où il s'est fait historien du dimanche, une vision du passé de Paris et de la France que ses détracteurs qualifient de « *réactionnaire* »...

